



**PRÉFÈTE  
DU LOIRET**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Centre-Val de Loire**

Unité départementale du Loiret  
3, rue du carbone  
CEDEX 2  
45072 Orléans

Orléans, le 16/04/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 25/09/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**FM France**

ZI rue de l'Europe  
BP 80236  
57372 Phalsbourg

Références : VAT20240182

Code AIOT : 0010013005

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/09/2023 dans l'établissement FM France implanté ZAC de Saint Eutrope 45300 Escrennes. L'inspection a été annoncée le 20/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- FM France
- ZAC de Saint Eutrope 45300 Escrennes
- Code AIOT : 0010013005
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société FM France exploite une plateforme logistique sur la commune d'Escrennes dans le Loiret. Cet établissement exploite des installations relevant du régime d'autorisation au titre de la réglementation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement. Il relève du statut Seveso Seuil Haut.

Les activités de la société FM France ont été autorisées par l'arrêté préfectoral d'exploiter en date du 25 avril 2017 pour l'exploitation de 11 cellules de stockage pouvant être recoupées. Par arrêté préfectoral complémentaire du 3 août 2020, l'établissement a été autorisé à étendre ses activités (exploitation de 5 cellules de stockage supplémentaires). A ce jour, toutes ces cellules ont été construites et sont en service.

L'arrêté préfectoral du 22 juin 2021 met à jour les conditions d'exploitation de l'établissement existant.

Par arrêté préfectoral complémentaire du 10 juillet 2023, la société FM France a été autorisée à étendre ses activités (exploitation de 9 cellules de stockage supplémentaires). La date de construction de ces 9 cellules de stockage n'est pas encore définie.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Prévention des risques accidentels

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de

l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Détection automatique d'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 12.	Sans objet
4	Détection automatique d'incendie	Arrêté Préfectoral du 10/07/2023, article 11/10/03	Sans objet
5	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 13.	Sans objet
6	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 13.	Sans objet
7	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 13.	Sans objet
8	Installations électriques et équipements métalliques	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 15.	Sans objet
9	Indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'...	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 22.	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	État des stocks	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 1.4. I.	Sans objet
2	Rapport assureur	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 1.2.	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : État des stocks

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 1.4. I.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entrepôts
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>[PdC n° 1] :</b> Pas d'écart constaté.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : Rapport assureur**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 1.2.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entrepôts
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les éléments des rapports de visites de risques qui portent sur les constats et sur les recommandations issues de l'analyse des risques menée par l'assureur dans l'installation sont également tenus à la disposition de l'inspection des installations classées
<b>Constats :</b>  <b>[PdC n° 2] : Pas d'écart constaté.</b>
<b>Observations :</b>  L'exploitant a présenté, à l'inspection des installations classées, le rapport FM Global du 26/06/2023, intitulé « France Étude de risques » consécutif à sa visite du 26 au 30/05/2023 des installations de la société FM France à Escrennes.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Détection automatique d'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 12.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entrepôts
<b>Prescription contrôlée :</b>  La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages.  Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site, et déclenche le compartimentage de la ou des cellules sinistrées. Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés. Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela, à l'exclusion du cas des cellules comportant au moins une mezzanine, pour lesquelles un système de détection dédié et adapté doit être prévu. Dans tous les cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et du mode de stockage.
<b>Constats :</b>  <b>Ecart [PdC n° 3a] :</b> Le bâtiment B5a n'est pas couvert par une détection automatique incendie (cf déclaration de conformité ou d'installation au référentiel APSAD R7 avec surveillance partielle ou locale établie par la société DEF Centre Poitou en date du 09/11/2021). Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela. Il est attendu que

l'exploitant justifie de la mise en place d'une détection automatique d'incendie dans la cellule B5a compatible avec la nature des produits stockés et la réglementation applicable.

**Ecart [PdC n° 3B] :** Les portes coupe-feu n° 69 à 73 ne disposent pas d'asservissement et ne sont pas équipées de détecteur pour activer leur fermeture alors que les autres portes coupe-feu disposent d'un asservissement par la CMSI (centralisation de mise en sécurité incendie) et de détecteur, pour activer leur fermeture (cf fiche de constat n° 7).

**Observations :**

Selon les déclarations s de l'exploitant, la détection automatique d'incendie est réalisée :

Pour les cellules de stockage de matières combustibles, de liquides inflammables et d'aérosols par des détecteurs de fumées et/ou par le système de sprinklage.

Les documents suivant ont été présentés à l'inspection des installations classées :

- [1]. Déclaration de conformité ou d'installation au référentiel APSAD R7 avec surveillance partielle ou locale établie par la société DEF Centre Poitou en date du 09/11/2021.
- [2]. Compte rendu de maintenance préventive n° 5443766241M du 05/09/2023 de la société DEF consécutif à la vérification du système de détection de fumées de l'établissement et compte rendu de vérification périodique Q7 (détection automatique d'incendie SDI\* et CMSI\*) du 05/09/2023.
- [3]. Rapport d'intervention préventive consécutif à la réalisation de prestations localisées.

Selon le document [1] , l'établissement dispose d'une surveillance totale en DAI (détection automatique incendie) à l'exception du bâtiment B5a non couvert. Par ailleurs, ce document fait mention de l'absence de télésurveillance.

Concernant les documents [2] et [3], l'inspection des installations classées n'a pas d'observation à formuler.

SDI\* : Système de Détection Incendie et CMSI\* : Centralisateur de Mise en Sécurité Incendie

A noter que la surveillance de la détection incendie est effectuée au niveau du poste de garde de l'établissement (présence d'une personne 24h/24 – 7j/7).

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

#### N° 4 : Détection automatique d'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/07/2023, article 11/10/03
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entrepôts
<b>Prescription contrôlée :</b>  Conformément aux engagements dans l'étude de dangers, et le cas échéant en renforçant son dispositif, l'exploitant met en place un réseau de détecteurs [...] avec un report d'alarme au poste de gardiennage et de télésurveillance.
<b>Constats :</b>  <b>Ecart [PdC n° 4] :</b> Le report d'alarme au poste de télésurveillance n'a pas été mis en place contrairement aux engagements pris par l'exploitant dans son étude de dangers.
<b>Observations :</b>  cf observations fiche de constat précédente n° 3.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

#### N° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 13.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entrepôts
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : - d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que : a. Des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ; b. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site. [...].
<b>Constats :</b>  <b>Ecart [PdC n° 5] :</b> En cas d'incendie dans les cellules B3B et B9B (présence de liquides inflammables non miscibles à l'eau), l'utilisation des poteaux internes du site et des robinets incendie armés de l'établissement, alimentés uniquement avec de l'eau n'est pas appropriée aux risques, alors que l'alimentation en eau du système de sprinklage, de ces 2 cellules, est additivée avec un émulseur.
<b>Observations :</b>  Avec l'exploitant, l'inspection des installations classées a listé les moyens de lutte contre l'incendie dont est doté l'établissement ; Ce dernier dispose : - d'extincteurs et de robinets incendie armés (R.I.A) répartis dans les cellules de stockage. Les R.I.A sont alimentés via un groupe moto-pompe situé dans le local sprinklage.

- de 13 poteaux incendie alimenté par un groupe moto-pompe via une réserve d'eau d'extinction incendie d'un volume de 1 000 m<sup>3</sup>.
- d'un système d'extinction automatique d'incendie pour toutes les cellules de stockage alimenté par une source d'eau de 720 m<sup>3</sup>.

A noter que l'eau du système d'extinction automatique d'incendie des cellules B3B et B9B (présence de liquides inflammables non miscibles à l'eau) est additivée avec de l'A3F (2 cuves de 3 et 5 m<sup>3</sup> présentes dans le local sprinklage).

La présence de ces équipements a été vérifiée par sondage. Certains équipements ont fait l'objet d'un contrôle plus poussé dont les résultats de contrôle sont mentionnés dans le corps du présent rapport.

En cas d'incendie dans les cellules B3B et B9B, l'exploitant a déclaré l'emploi d'une part du système de sprinklage et d'autre part des poteaux incendie et des RIA. Si l'alimentation en eau du système de sprinklage est additivée avec un émulseur, les poteaux incendie et les RIA qui seraient utilisés pour lutter contre un incendie sont alimentés uniquement avec de l'eau. L'eau seule s'avère souvent inefficace et peut même aggraver le sinistre pour lutter contre un incendie de liquides inflammables non miscibles.

Extrait de l'étude dangers de 2018 : De manière générale, le système de sprinklage sera adapté en fonction des produits stockés dans les cellules. Lorsque les produits sont non miscibles à l'eau (liquides polaires ou hydrocarbures par exemple), les cellules seront équipées d'un système de sprinklage avec émulseur

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

#### N° 6 : Moyens de lutte contre l'incendie

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 13.

**Thème(s) :** Risques accidentels, Entrepôts

##### **Prescription contrôlée :**

En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés, y compris en cas de liquides et solides liquéfiables combustibles et à leurs conditions de stockage.

##### **Constats :**

**Ecart [PdC n° 6] :** L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter à l'inspection des installations classées l'attestation de conformité du système d'extinction automatique d'incendie des cellules 11a et 11b.

##### **Observations :**

Concernant la conception du système automatique d'incendie, l'exploitant a présenté les



courriers de la société FM Insurance Compagny Limited en date des 07/03/2019, 18/05/2020, 12/10/2021 et 30/05/2022, attestant que les protections sprinkleurs présentes dans les cellules 1 à 10 et 12 à 14 ont été installées selon les règles techniques FM Global et sont considérées comme adéquates et fiables selon les spécifications FM Global Protection des biens et des équipements.

Pour certaines cellules de stockage, les attestations mentionnent que leurs affectations sont adaptées à des risques spécifiques. Pour la cellule B2 par exemple, l'installation sprinkleur est adaptée au stockage de produits classés Plastiques Encartonnés Non Expansés et peut recevoir des aérosols de niveau 1, 2 et 3 sur 2 casiers simples de stockage.

**L'attestation de conformité du système de sprinklage des cellules 11a et 11b n'a pas été présentée à l'inspection des installations classées.**

**Type de suites proposées : Susceptible de suites**

#### N° 7 : Moyens de lutte contre l'incendie

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 12, 13 et 22

**Thème(s) :** Risques accidentels, Entrepôts

**Prescription contrôlée :**

##### Point 12 annexe II :

La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site, et déclenche le compartimentage de la ou des cellules sinistrées.

Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés. Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela, à l'exclusion du cas des cellules comportant au moins une mezzanine, pour lesquelles un système de détection dédié et adapté doit être prévu. [...]

##### Point 13 annexe II :

En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés, y compris en cas de liquides et solides liquéfiables combustibles et à leurs conditions de stockage.

##### Point 22 annexe II :

L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, clapets coupe-feu, colonne sèche notamment) [...]

**Constats :**

**Ecart [PdC n° 7] :** L'exploitant ne s'assure pas d'une bonne maintenance du système d'extinction automatique incendie, ne justifie pas que le système d'extinction automatique incendie faisant office de détection incendie en cellule B1 déclenche l'alarme incendie et ne justifie pas de

l'efficacité des systèmes d'extinction automatique incendie présents dans les cellules, compte tenu des faits suivants :

- le compte rendu Uxello consécutif à la vérification annuelle du 31/01/2023 du système sprinkleur ne permet pas de justifier de la vérification annuelle de l'ensemble des sous-systèmes composant le système d'extinction automatique de l'établissement (cf constats du point de contrôle mentionnés dans la case observation ci-dessous).
- le groupe moto-pompe secours du système d'extinction automatique d'incendie n'est pas asservi à un système de démarrage automatique.
- la mise en marche du système sprinklage de la cellule B1 n'est pas asservie au déclenchement de la détection incendie, alors que l'exploitant a déclaré que le système sprinkleur activait la détection incendie.
- la différence de pression de 9 bars, observée lors de l'essai d'écoulement d'eau au point F de la cellule B1, entre le poste de contrôle et le point F doit être évaluée par rapport aux caractéristiques techniques initiales du système. Le cas échéant, des mesures correctives devront être mises en œuvre pour rétablir :
  - la pression minimale d'écoulement d'eau au point F ;
  - les caractéristiques initiales de l'installation.
- le remplissage à pleine capacité de la cuve d'émulseur située dans la cellule B3B ne peut être vérifiée simplement (manomètre hors service et jauge illisible).

#### Observations :

L'adaptation du stockage réel aux attestations présentées n'a pas été vérifiée par l'inspection des installations classées notamment vis-à-vis des risques spécifiques.

Concernant l'entretien et la vérification des systèmes d'extinction automatique d'incendie, l'exploitant a présenté les documents suivants :

- Rapport Uxello du 30/12/2022 consécutif à l'entretien du 13/12/2022 « 1/5 quinquennale postes et sources ».
- Rapport Uxello du 30/12/2022 consécutif à l'entretien annuel glycols du 13/12/2022.
- Compte rendu Uxello consécutif à la vérification annuelle du 31/01/2023 du système sprinkleurs => le compte rendu conclut « qu'au terme de la présente vérification le système a été laissé en ordre de marche malgré les observations ou améliorations mentionnées ».
- Rapport Uxello du 03/04/2023 consécutif à l'essai de concentration réel AFFF sur les postes de contrôle n° 38 et 39.
- Rapport Uxello du 31/07/2023 consécutif à l'essai de concentration réel AFFF du 11/07/2023 sur les postes de contrôle n° 12 et 13.

Après consultation des documents, l'inspection des installations classées émet les remarques suivantes sur le compte rendu Uxello consécutif à la vérification annuelle du 31/01/2023 du système sprinkleurs :

- toutes les rubriques du document ne sont pas renseignées alors qu'en préambule du rapport il est mentionné que toutes les rubriques de ce document doivent être systématiquement renseignées et actualisées à chaque vérification ;
  - le rapport ne traite pas de la vérification des postes de contrôle des cellules 4a, 4b, 5a, 5b, 6a, 6b, 7a, 7b, 8a, 12a, 12b, 13a, 13b et 14.
  - le paragraphe VI relatif aux résultats d'essai d'écoulement de l'eau au point F n'est pas renseigné.
- le paragraphe VIII mentionne pour information : « Selon le cahier des charges FM Logistique, les

*installations sont réceptionnées en l'état. Les contrôles ne porteront pas sur les installations réceptionnées qui sont contrôlées régulièrement par les services prévention et assurance du site. »  
=> Au regard de cette information, le rapport Uxello présenté ne permet pas de justifier de la vérification annuelle de l'ensemble des équipements composants le système d'extinction incendie de l'établissement (cf notamment liste des postes de contrôle non vérifiés).*

*- Etc*

Concernant les autres documents examinés, l'inspection des installations classées n'a pas de remarques à formuler.

Contrôle sur site :

Le système de sprinklage de l'établissement est composé

- de têtes SPK (sprinkleur) ;
- de postes de contrôle ;
- de 2 groupes de pompage diesel (principal et secours) ;
- d'une réserve d'eau d'un volume de 720 m<sup>3</sup> ;
- d'un réseau de canalisations ;
- d'alarmes.

Avec l'accord de l'exploitant, il a été procédé à un essai de démarrage de la pompe jockey et du groupe motopompe principal.

Les 2 essais réalisés se sont déroulés correctement.

Interrogé sur le mode **démarrage du groupe moto-pompe secours**, l'exploitant a déclaré que celui-ci ne dispose pas d'un système de démarrage automatique. En cas d'absence de démarrage du groupe moto-pompe principal, une alarme se déclenche au poste de surveillance. Une personne est ensuite dépêchée dans le local sprinklage pour démarrer manuellement le groupe moto-pompe secours. A ce titre, le système ne répond pas à la définition d'un système d'extinction d'incendie automatique.

Par ailleurs, un essai d'écoulement au point F du poste de contrôle B01 de la cellule B1. Lors de cet essai, il a été constaté :

- la fermeture des portes coupe-feu de la cellule B1 ;
- l'actionnement d'une alarme au poste de contrôle par actionnement du gong hydraulique (débit d'eau continu).
- **l'absence de déclenchement de l'alarme incendie dans la cellule B1.**
- **une différence de pression de 9 bars** entre le poste de contrôle (p=13 bars) et le point F (P=12 bars en statique et P= 4 bars avec un débit d'eau).

Pour finir, l'inspection des installations classées a vérifié la pleine capacité de la réserve d'eau d'un volume de 720 m<sup>3</sup> du système de sprinklage et de la cuve d'émulseur du système d'extinction automatique de la cellule B3B. Concernant la réserve d'eau, l'inspection n'a pas de remarque à formuler. Concernant la cuve d'émulseur, **la pleine capacité du réservoir n'a pu être observée** en raison d'un manomètre indiquant une valeur de « 0 » et d'une jauge ne permettant pas de pouvoir visualiser le niveau d'émulseur. Selon l'exploitant, le niveau d'émulseur du réservoir est vérifié une fois par an. **L'exploitant n'est pas en capacité de s'assurer en permanence de la pleine capacité du réservoir d'émulseur.**

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

## N° 8 : Installations électriques et équipements métalliques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 15.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entrepôts
<b>Prescription contrôlée :</b>  Conformément aux dispositions du code du travail, les installations électriques sont réalisées, entretenues en bon état et vérifiées.
<b>Constats :</b>  <b>Ecart [PdC n° 8] :</b> Sur la base des documents présentés lors de l'inspection, l'exploitant ne justifie pas de la vérification de l'ensemble des installations électriques de l'établissement, au titre de l'année 2023 (cf case observation ci-dessous). Par ailleurs, l'exploitant doit informer l'inspection des installations classées des mesures prises pour corriger les écarts qui ont été caractérisés comme pouvant entraîner des risques d'incendie et d'explosion. Ces écarts sont décrits d'une part dans le compte rendu de vérification périodique Q18 du 29/08/2023 et d'autre part dans le rapport Bureau Veritas n° 18921494/1.1.1.R du 31/08/2023 dit « Quadriennal » consécutif à la vérification périodique des installations électriques de la société FM Logistic à Escrennes, effectuée au titre du code du travail, en date du 22 au 29/08/2023.
<b>Observations :</b>  Les documents suivants ont été présentés à l'inspection des installations classées :  - [1]. Rapport Bureau Veritas n° 18921494/1.1.1.R du 31/08/2023 dit « Quadriennal » consécutif à la vérification périodique des installations électriques de la société FM Logistic à Escrennes, effectué au titre du code du travail, en date du 22 au 29/08/2023. - [2]. Rapport Bureau Veritas du 28/08/2023 consécutif à l'examen du 28/08/2023 des installations électriques par thermographie infrarouge (avec délivrance du compte-rendu Q19). - [3]. Compte rendu de vérification périodique Q18 du 29/08/2023 consécutif à la vérification du 22/08/2023 au 29/08/2023 des installations électriques de la société FM France à Escrennes. - [4]. Rapport Bureau Veritas complémentaire du 29/08/2023 à la vérification périodique du 28/09/2023 des installations électriques des infrastructures de recharge pour véhicules électriques.  <u>Analyse de l'inspection des installations classées :</u>  De l'examen du document [1], il ressort : - le constat de 5 observations sur les installations Basse et Très Basse Tension ; - 56 mentions relatives à des éléments de l'installation non vérifiables dont 46 concernent les cellules de stockage. Ces mentions concernent l'absence de vérification sur des systèmes d'éclairage hors de portée. - que du fait des impératifs d'exploitation du client, l'exploitant a permis à l'organisme de vérification d'effectuer la mise hors tension que sur une partie des installations en basse tension. De ce fait, les dispositifs différentiels résiduels ont été testés partiellement. L'organisme de vérification rappelle que ces vérifications visant à assurer la sécurité des personnes sont obligatoires.

De l'examen des documents [2] et [4], l'inspection des installations classées n'a pas de remarque à formuler (aucun écart relevé par l'organisme de vérification lors des 2 vérifications ).

De l'examen du document [4], il ressort que l'organisme de vérification conclut que les installations électriques peuvent entraîner des risques d'incendie et d'explosion au regard des 5 écarts mentionnés dans le document [1].

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**N° 9 : Indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'...**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 22.

**Thème(s) :** Risques accidentels, Entrepôts

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, clapets coupe-feu, colonne sèche notamment) ainsi que des installations électriques et de chauffage. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre. L'exploitant définit les mesures nécessaires pour réduire le risque d'apparition d'un incendie durant la période d'indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie. Dans les périodes et les zones concernées par l'indisponibilité du système d'extinction automatique d'incendie, du personnel formé aux tâches de sécurité incendie est présent en permanence. Les autres moyens d'extinction sont renforcés, tenus prêts à l'emploi. L'exploitant définit les autres mesures qu'il juge nécessaires pour lutter contre l'incendie et évacuer les personnes présentes, afin de s'adapter aux risques et aux enjeux de l'installation. L'exploitant inclut les mesures précisées ci-dessus au plan de défense incendie défini au point 23.

**Constats :**

**Ecart [PdC n° 9a] :** L'exploitant ne s'assure pas d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie compte tenu du fait que :

- les 25 procès verbaux (PV) de la société Lucas Sécurité consécutifs à la vérification des 14, 16 et 17 août 2023 des 99 commandes manuelles des exutoires de fumées de l'établissement ne permettent pas de justifier de la vérification et du bon état de l'ensemble des sous-systèmes composant les installations de désenfumage de l'établissement (absence de vérification sur les commandes automatiques, les exutoires, les mécanismes ouverture/fermeture, etc).
- le manomètre du réservoir carburant du groupe moto pompe « poteaux incendie » n'affiche pas un niveau de carburant en relation avec celui réellement contenu dans le réservoir.

**Ecart [PdC n° 9b] :** Les poteaux incendie n° 49 et 55, internes au site, ne disposent pas d'une alimentation en eau.

**Ecart [PdC n° 9c] :** Le plan de défense incendie de l'établissement n'inclut pas de consigne en cas d'indisponibilité du système d'extinction automatique d'incendie de l'établissement.

**Observations :**

### Contrôle documentaire :

Par sondage, l'inspection des installations classées a vérifié la bonne application des vérifications périodiques des exutoires de fumées, des portes coupe-feu et des poteaux incendie. A cet effet, l'exploitant a présenté les documents suivants :

- [1] : 25 procès verbaux (PV) de la société Lucas Sécurité consécutifs à la vérification des 14, 16 et 17 août 2023 des 99 commandes manuelles des exutoires de fumées de l'établissement. 1 commande vérifiée comprend selon chaque procès verbal les indications suivantes « CDE CO2 O/S + 1 CDE CO2 2 OUVERTURES » => l'organisme de vérification conclut dans ses PV au bon état de 97 commandes manuelles et au **mauvais état (hors service) de 2 commandes d'exutoire n° C7B.1 et C8.1.**

- [2] : rapport de la société DI.MA.POSE relatif à la vérification du 21/07/2023 au 03/08/2023 des 73 portes coupe-feu de l'établissement => l'organisme de contrôle conclut dans son rapport au bon fonctionnement des portes coupe-feu vérifiées. **Pour autant, l'organisme de contrôle note que les portes coupe-feu n° 69 à 73 ne disposent pas d'asservissement et ne sont pas équipées de détecteur pour activer leur fermeture alors que les autres portes coupe-feu disposent d'un asservissement par la CMSI (centralisation de mise en sécurité incendie) et de détecteur, pour activer leur fermeture (cf constat fiche de constat n° 3) .**

- [3] : procès verbal de la société Lucas Sécurité consécutif à la vérification du 25/08/2023 des 13 poteaux incendie de l'établissement => l'organisme de vérification conclut dans son rapport au bon état de 11 poteaux incendie et à **l'absence d'alimentation en eau sur les poteaux incendie n° 49 et 55.**

- [4] : 23 procès verbaux de la société Lucas Sécurité consécutifs à la vérification du 10/11/2022 des robinets incendie armés (R.I.A) de l'établissement => L'organisme de contrôle conclut dans son rapport au bon état des 167 R.I.A vérifiés.

Outre ces éléments, il s'avère que les documents [1] ne permettent pas de justifier de la vérification et du bon état de l'ensemble des sous-systèmes composant les installations de désenfumage de l'établissement. **On peut noter l'absence de vérification (état visuel, fonctionnement,...) sur les commandes automatiques, les exutoires (ouvrant), mécanismes ouverture/fermeture, etc.**

Pour finir, l'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant de consulter le plan de défense incendie de l'établissement afin de vérifier le détail des consignes écrites en cas d'indisponibilité du système d'extinction automatique d'incendie. Celui-ci a indiqué que le plan de défense incendie de l'établissement n'inclut **aucune consigne en cas d'indisponibilité du système d'extinction automatique d'incendie de l'établissement.**

### Contrôle sur site :

Sur site, l'exploitant a procédé à un essai de démarrage du groupe moto-pompe des poteaux incendie de l'établissement. Cet essai s'est déroulé correctement. Par ailleurs, le remplissage à la pleine capacité de la source d'eau de 1 000 m<sup>3</sup> de ce groupe moto-pompe a été constaté.

De plus, l'inspection des installations classées a constaté un affichage au manomètre du réservoir carburant du groupe moto pompe « poteaux incendie » s'élevant à 100 % alors que le réservoir était rempli au 3/4 (**défaut d'indication**).

**Type de suites proposées : Susceptible de suites**